

VENDREDI 27 MAI 2016

SOMMAIRE

- 1) Valls en tête de cortège...
- 2) La CFDT vent debout !
- 3) Plus rien ne fonctionne
- 4) Ils soutiennent les...
- 5) La presse européenne...
- 6) Pujadas dans les cordes...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Front Syndical de Classe



Valls la matraque retrouve la tradition "socialiste" de répression du mouvement ouvrier par FSC

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. »
« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » H. Krasucki



Son modèle c'est Clémenceau le briseur de grève et assassin de militants en 1908 à Draveil et à Villeneuve Saint-Georges *.

Son prédécesseur c'est Jules Moch envoyant l'armée contre les mineurs en 1947.

Comme hier donc les "socialistes" se présentent comme les meilleurs défenseur de l'ordre ... bourgeois et des intérêts de l'oligarchie.

Cette nuit ils ont agressé les militants de la CGT bloquant l'accès au dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer et c'est sous escorte policière que les camions d'approvisionnement circulent.

Dans le même temps ils déchaînent une campagne relayée médiatiquement, par les idéologues de service tandis que la droite et l'extrême droite accompagnent le concert réactionnaire en rajoutant.

Leurs accusations contre la CGT vise à isoler ceux qui sont le plus déterminés dans l'action tout en visant à faire perdre de vue à l'opinion ce qui est en jeu : l'inversion de la hiérarchie des normes et la liquidation de toutes les garanties des salariés comme des sans-emploi, des précaires ...

En substituant aux raisons profondes du

mouvement des motifs de diversion ressassés par les médias dominants : inquiétude de la CGT d'être en quelque sorte détronée par la CFDT, questions internes à l'organisation ... et bla-bla-bla et bla-bla-bla ...

Raisons de plus pour élargir le mouvement, l'amplifier tout en menant parallèlement la bataille des idées et en replaçant l'enjeu du conflit au centre des préoccupations des travailleurs.

Une CGT de combat

Mais quant au fond si l'agression est rude nous nous sentons fier de cet engagement des militants dans ce combat, d'une CGT qui renoue avec ses grandes traditions de lutte et de résistance et qui fatalement trouve en face d'elle tout ce que le pays compte de réactionnaires et de forces au service des privilégiés!

Car quelle que soit l'issue de la bataille qui dépend de la décision des travailleurs et de leur engagement dans la lutte rien n'aurait été pire que de laisser passer cette loi scélérate visant à placer les travailleurs sous la dépendance totale et à la merci du patronat!

Et nul doute qu'à Fos comme partout ailleurs la riposte à ce coup de force se prépare!

*** 1908**

Le « premier flic de France » fait arrêter 31 dirigeants de la CGT après la manifestation du 30, dont notamment le secrétaire général Victor Griffuelhes, le rédacteur en chef de La Voix du Peuple Émile Pouget, le secrétaire de la Fédération des Bourses du travail Georges Yvetot, le secrétaire de la fédération des Cuirs et Peaux Henri Dret qui est amputé d'un bras. Pierre Monatte, responsable de l'imprimerie, s'exile quant à lui en Suisse. La CGT est ainsi décapitée, et les réformistes prennent le dessus peu après, en s'appuyant notamment sur l'adhésion de la Fédération des mineurs.

Source Le Monde

Les accès à la raffinerie et au dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône, bloqués par des militants CGT, ont été débloqués dans la matinée du mardi 24 mai par les forces de l'ordre.

« Les gardes mobiles sont arrivés vers 4 h 30 et ont fait usage de canon à eau et de gaz lacrymogène », a expliqué à l'agence de presse Reuters Olivier Mateu, secrétaire de la centrale syndicale dans le département. « Il y a eu une charge d'une violence inouïe », a ajouté Emmanuel Lépine, secrétaire fédéral de la branche pétrole de la CGT. Selon le responsable syndical, plusieurs manifestants ont été blessés.

D'après une source à la préfecture de police, les forces de l'ordre ont fait face à « une résistance importante », évoquant des feux de pneus et de palettes allumés par environ 200 militants cégétistes.

L'intervention s'est terminée peu après 6 heures, selon la préfecture de police. Sur place, des journalistes de l'Agence France-Presse ont constaté que des camions citernes entraient déjà sur les sites d'approvisionnement sous escorte policière.

Plusieurs centaines de militants CGT de différentes professions bloquaient depuis dimanche le plus important dépôt pétrolier de France, qui dessert les trois raffineries et le complexe pétrochimique de l'étang de Berre, dans le cadre du mouvement social contre la loi travail.

Grève reconductible

Les agents du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et de sa filiale spécialisée dans le pétrole Fluxel ont également entamé lundi une grève reconductible à l'appel du syndicat. Les deux terminaux portuaires à l'arrêt de Fos-Lavéra desservent les raffineries voisines de l'étang de Berre, mais aussi les oléoducs qui alimentent celles de Feyzin (Rhône), de Cressier en Suisse et de Karlsruhe en Allemagne.

Le blocage du port pétrolier et du dépôt de Fos-sur-Mer a entraîné une pénurie de carburant dans plusieurs centaines de stations du Sud-Est. Le gouvernement avait annoncé plusieurs fois, lundi, que les barrages sur les sites pétroliers seraient levés.

frontsyndical-classe.org

II) Loi travail : la CFDT veut que le gouvernement résiste à la CGT et à FO

Sudouest.fr avec AFP



Laurent Berger, le numéro un de la CFDT : "Il est hors de question que le gouvernement renonce à ses engagements". © AFP MARTIN BUREAU

Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, attend de l'exécutif qu'il ne cède pas face à la CGT et à la rue : "Ce serait un coup dur pour les salariés"

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a estimé mercredi, dans un entretien au Parisien, que retirer le projet de loi travail, comme le réclament la CGT et FO, serait **"inacceptable"**.

"Il est hors de question que le gouvernement renonce à ses engagements, que ce soit en retirant la loi ou en la vidant de sa substance. Ce serait un coup dur pour les salariés car ils perdraient le bénéfice des nouveaux droits reconnus par le texte".

Hollande et Valls en panne sèche face à la CGT ?

Citant quelques points du texte, dont la loi la **garantie jeunes**, le compte personnel d'activité ou encore la lutte contre les travailleurs détachés, Laurent Berger insiste: "renoncer à cette loi serait renoncer à tous ces droits, ce qui serait inacceptable ».

Un risque "d'hystérisation"

Interrogé sur la priorité donnée aux accords d'entreprise sur la convention collective ou la loi, ligne rouge des opposants à la loi, Laurent Berger relève qu'"il y a beaucoup de fantasmes dans tout cela".

"Ce changement de hiérarchie ne touche, ni le smic, ni les salaires, ni les règles de sécurité", mais uniquement "l'organisation et le temps de travail. Le débat s'est figé mais la CFDT continuera à tenir son rôle qui est de défendre les salariés et donc de défendre cette loi. Le rapport de forces n'est pas seulement dans la rue mais aussi dans les entreprises où la CFDT gagne du terrain".

Alors que la CFDT est souvent prise à partie dans les cortèges, Laurent Berger assure "ne pas avoir peur des vociférations de l'extrême gauche, quels que soient ses porte-voix ».

Il reproche au gouvernement, **responsable** "en partie" de la dégradation du climat social, d'avoir "péché par une **absence de pédagogie** qui a laissé la voie libre à toutes les intoxications et à tous les radicalismes de la CGT à l'extrême gauche".

Laurent Berger met en garde :

*"Je fais le pari de l'intelligence collective (...)
Si l'on préfère miser sur l'extrême gauche en lui accordant une place surdimensionnée à un moment où par ailleurs le FN prospère, ce sera la porte ouverte à l'hystérisation, la fragmentation et la radicalisation de notre société".*



LAPRESSEENREVUE.EU

III) Article 2 de la loi Travail : couacs à répétition dans la majorité

Simon Barbarit-publicsenat.fr

<http://dai.ly/x4clk17>

Si Manuel Valls assure qu'« aucune option » ne sera « écartée » pour lever les blocages, la solution politique pour calmer les mécontentements contre la loi Travail peine elle à être trouvée. Le patron des députés PS Bruno Le Roux a bien évoqué une piste de réécriture de l'article 2, avant d'être contredit par l'exécutif une heure plus tard.

Un référendum, la nomination d'un médiateur ou même carrément le retrait de la loi Travail, autant de pistes évoquées depuis ce matin pour mettre fin au blocage et aux grèves orchestrés par la CGT, principal syndicat opposant à la réforme. Bruno le Roux en propose une autre. Invité de l'émission « Questions d'Info » sur LCP, le député de Seine-Saint-Denis pense possible des évolutions sur l'article 2 du texte, une porte de sortie, vite refermée par l'exécutif une heure plus tard.

A l'issue du Conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement Stéphane le Foll a donc contredit le patron des députés PS « Bruno le Roux » (voir notre article). « Il n'a jamais été question et il n'est pas question de revenir sur ce fameux article 2 ». Et au cas où l'intéressé n'aurait pas compris, Manuel Valls s'est aussi chargé de faire un rectificatif dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, lors des questions d'actualité. « Il n'y aura ni retrait du texte, ni remise en cause de l'article 2, car c'est le cœur de la philosophie du texte » arguant également que « la CGT ne faisait pas la loi dans ce pays ».

Bruno le Roux n'est pas le seul à avoir émis cette solution de déblocage du conflit. Sur Europe 1, la sénatrice PS, proche de François Hollande, Frédérique Espagnac a déclaré « indispensable de réécrire l'article 2 » évoquant deux pistes de Travail sur ce sujet « la hiérarchie des normes » et « les heures supplémentaires ». L'ancienne ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu ne dit pas autre chose : « On doit pouvoir trouver sur l'article 2 quelque chose qui

évite le 49-3. Moi je le souhaite, je pense qu'on est capable d'y arriver, on a cette maturité là ».

Du côté des Républicains, après la « chienlit », qualificatif qui a ponctué bon nombre d'interventions des élus, hier (voir notre article), l'ancien Président parle aujourd'hui d' « anarchie » et semble oublier les débordements qui ont accompagné sa réforme des retraites en 2010 : « On tourne la page de la retraite à 60 ans, ce qui n'était pas facile (...). Pas de pagaille, pas de violences, pas de 49.3... Aujourd'hui, la loi El Khomri, c'est rien. Grâce à ce rien, on a le 49.3 et, grâce à ce rien, on a l'anarchie. Voilà la différence entre un quinquennat et un autre » a-t-il commenté.

Nicolas Sarkozy : "La loi El Khomri, c'est rien"

<http://dai.ly/x4clj54>

Comme le rappelle Les Décodeurs du Monde, il y a 6 ans la réforme des retraites avait conduit plus d'un million de personnes dans la rue, entraîné des blessures pour 72 policiers ou encore 2254 interpellations. Sur le plateau de Sénat 360, le sénateur maire LR d'Angers, Christophe Béchu n'a d'ailleurs pas souhaité soutenir la comparaison (voir la vidéo).

Christophe Béchu : "Ce n'est pas d'archéologie politique dont on a besoin"

<http://dai.ly/x4cln99>

Après les dénégations de Stéphane Le Foll et de Manuel Valls sur la piste de réécriture de l'article 2, quelle sortie crise possible pour le gouvernement ? Sur le plateau de Sénat 360, le président du groupe PS au Sénat, Didier Guillaume soutient la fermeté de l'exécutif. « Il y a 4 syndicats qui ont accepté ce texte (...) la CGT qui est seule aujourd'hui sur les barrages ne l'a pas accepté (...) Il faut que l'Etat français fasse respecter l'Etat de droit (...) il n'est pas possible qu'un syndicat et peut être qu'une partie d'un syndicat bloque le pays ».

Face à un risque de paralysie du pays et à la veille d'une huitième journée de grève, l'exécutif joue la montre et la fermeté. Jusqu'à quand ?

IV) Les Français continuent de soutenir le mouvement social

Céline Rouden

L'impopolarité du gouvernement et un projet de loi jugé négatif pour les salariés expliquent le soutien apporté jusque-là au mouvement syndical. Un blocage complet du pays pourrait néanmoins faire monter le mécontentement.



Blocage du "Pont de Normandie", au Havre le 25 mai. / CHARLY TRIBALLEAU/AFP

À voir les files qui s'allongent aux stations-service et l'exaspération de certains automobilistes face à la pénurie de carburants, on pourrait penser que l'évolution du mouvement social contre la loi travail qui s'est transformé au cours de ces derniers jours en bras de fer entre le CGT et le gouvernement serait impopulaire auprès des Français. Or, il n'en est rien.

Selon la toute dernière enquête d'opinion réalisée par l'Ifop pour RTL en deux vagues, à la fin de la semaine dernière et depuis le blocage des raffineries, « on ne constate pas de forte érosion du soutien au mouvement social, indique Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'Ifop. On est passé de 65 % à 62 % des personnes interrogées qui trouvent le mouvement de contestation de la loi travail justifié. »

Le gouvernement mis en cause

Il faut dire que l'impopolarité record du couple exécutif joue sans doute beaucoup dans cette perception. Ainsi, si les Français redoutent une radicalisation du mouvement à seulement quinze jours de l'Euro 2016, la majorité d'entre eux – 61

% – en attribue davantage la responsabilité à « l'inconséquence du gouvernement » qui a « pris de gros risques » en voulant passer en force sur la loi travail qu'à « l'irresponsabilité des syndicats radicaux », révèle un sondage Odoxa publié hier dans le Parisien-Aujourd'hui en France.

« Nous sommes dans une situation particulière où on a à la fois un gouvernement très impopulaire et un projet de loi anxio-gène, confirme Jérôme Fourquet. Même si les Français ne connaissent pas tout le détail du texte, ce qu'ils en retiennent c'est qu'il va aboutir à un assouplissement des conditions de licenciement et une possibilité de revenir sur la rémunération des heures supplémentaires. »

Des préjugés favorables aux mouvements sociaux

Un résultat qui n'étonne pas les sondeurs dans la mesure où les Français ont historiquement un préjugé favorable à l'égard des mouvements sociaux. Une forme de « grève par procuration » dans un pays où les salariés restent très peu syndiqués mais où l'on juge globalement légitime de défendre ses droits.

LAPRESSEENREVUE.EU

En 2010, lors du mouvement contre la réforme des retraites qui s'était également terminé par des blocages de raffineries et une pénurie de carburants, le soutien de l'opinion s'était érodé à la fin mais était resté élevé. À l'époque tous les syndicats y étaient opposés y compris la CFDT et les défilés réunissaient à chaque fois entre 1 et 3 millions de personnes.

Cette fois le soutien au mouvement est moins franc et massif dans l'opinion, il y a moins de monde dans la rue et les risques de dérapage, comme les violences à la fin des défilés sont clairement redoutés. « Mais il y a une forme de bienveillance à l'égard de la contestation, poursuit le sondeur. Si la pénurie se prolonge, il se peut que le mécontentement monte. Mais il n'est pas sûr qu'il ne se dirige pas vers le gouvernement plutôt que vers les syndicats. »

Céline Rouden

LA CROIX

V) Dans la presse européenne. La France en proie à un affrontement sans précédent



Les CRS s'apprentent à intervenir pour lever le blocage du site pétrolier de Douchy-les-Mines (Nord-Pas-De-Calais) le 25 mai 2016. PHOTO : FRANCOIS LO PRESTI/AFP

Une réforme contestée qui vire en manifestations, grèves et blocages croissants : les journaux européens suivent avec intérêt, inquiétude ou sévérité la période tendue que traverse la France.

Ce n'est pas la première fois que la contestation gronde, dans la rue comme à l'Assemblée nationale. Mais aujourd'hui, une différence de taille s'invite dans le débat : la gauche est au pouvoir.

“C'est la première fois qu'un gouvernement socialiste est confronté à une révolte syndicale en plus de trente ans”, note The Guardian, qui y voit une première historique majeure. Et envisage déjà un autre événement inédit :

Le dilemme de Hollande au sujet de sa candidature pourrait être un tournant historique. Jamais, au cours des cinquante dernières années, un président sortant n'a décidé de ne pas se représenter. Jamais non plus un président sortant n'a été éliminé au premier tour d'une élection présidentielle.”

Le quotidien britannique de centre gauche laisse planer la menace sur cette élimination du président sortant au premier tour en répétant que “ce n'est pas seulement la survie politique de Hollande qui est en jeu, mais aussi l'image de la France elle-même”.

Mai, mois dangereux

“Mai est un mois dangereux en France”, lance The Independent, qui voit la France engagée dans la bataille du XXI^e siècle.

Depuis la révolte étudiante de 1968, les gouvernements évitent soigneusement les confrontations avec la jeunesse et les syndicats au printemps. François Hollande a eu le courage, ou l'orgueil démesuré, de vouloir ignorer la sagesse des âges. En cherchant la confrontation avec le gouvernement, la CGT, le plus vieux syndicat de France, espère prouver qu'il a un avenir en insistant sur le fait que le pays doit s'accrocher à son passé.”

Ce qui fait dire au quotidien britannique que ce qui est en train de se passer est un “test vital de la capacité de la France à s'adapter à la réalité, à abandonner les mythes destructeurs et à avancer avec son temps.”

De l'autre côté du spectre politique, le journal conservateur The Times appelle François Hollande à tenir bon, sinon ce sera “le cul-de-sac”. Alors que “le gazole est en train de devenir aussi précieux que le champagne dans la France de François Hollande, que la République est en train de devenir presque incontrôlable”, le chef de l'Etat ne doit pas déroger à sa mission d'insuffler un nouveau dynamisme à l'économie. Sans quoi, le pays restera ce qu'il est devenu, “une administration hybride, tantôt pour la mondialisation, tantôt contre, quelquefois ouverte à l'économie de marché, d'autres fois plus protectionniste”.

Et de conclure, intrigué : “Malgré les batailles internes, il y a une autosatisfaction convaincante dans cette présidence de Hollande, le sentiment que la France est un pays qui exporte suffisamment pour résister à n'importe quelle tempête.”

Un Premier ministre musclé

En Italie, pays où le président du Conseil, Matteo Renzi, a fait passer sa réforme du Code du travail en engageant la responsabilité de son gouvernement, Il Manifesto se penche sur le cas de son homologue français, Manuel Valls, qui “montre les muscles”. “La stratégie du Premier ministre est de miser sur l'exaspération de la population, une exaspération fomentée en réalité par la présentation alarmiste des pénuries de carburant.” Cette prophétie “s'est autoréalisée”,

car l'inquiétude des Français les a conduits à se précipiter à la pompe à essence.

“La CGT mène une grève très politique”

C'est aussi ce qu'observe Trouw, aux Pays-Bas :

Manuel Valls fait le pari que la résistance va s'essouffler car si une majorité des Français est contre la loi El-Khomri, l'opinion publique s'oppose de plus en plus aux violences et aux actions qui perturbent le cours des choses, surtout si elles ont comme résultat un réservoir vide.”

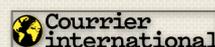
De même, la correspondante du Manifesto estime que la violence qui émaille les cortèges constitue “un explosif que Valls cherche à manœuvrer à son propre avantage”.

L'opinion publique fatiguée

En Belgique, le quotidien flamand De Standaard compte les points : “La protestation, qui enfle, est principalement à mettre sur le compte de la CGT.” Son concurrent De Morgen consacre justement une pleine page à un portrait du leader de l'organisation syndicale, Philippe Martinez : “Il y a un an et demi, personne ne le connaissait. Aujourd'hui, il ‘tient’ toute la France et veut mettre le Premier ministre à genoux.”

Au vu de la réaction de l'opinion, le journal néerlandais Trouw pronostique que “l'issue la plus probable sera une défaite de la CGT”.

Mais ce ne sera pas la fin de l'histoire : les protestations des troupes de Martinez donnent un signal clair destiné au prochain président de la République, qui sera élu dans un an exactement.”



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Mélenchon, taquin et déterminé dans Des paroles et des actes

Jean-Luc Mélenchon était jeudi soir le dernier invité de l'émission politique *Des paroles et des actes*. Le candidat à la présidentielle, qui a déjà présenté son projet mardi, a ainsi eu l'occasion de relancer sa campagne. Il a été opposé en débat à la ministre écologiste Emmanuelle Cosse et au responsable LR Gérard Darmanin.



Pour Jean-Luc Mélenchon, "le blocage est légitime". (Capture d'écran)

23h01 : Mélenchon veut croire au second tour en 2017

Interrogé en fin d'émission sur son refus de prendre position dans un éventuel duel Marine Le Pen-François Hollande au second tour de la prochaine présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a tenu à préciser : "J'ai une possibilité d'être au second tour en 2017. Elle est faible, mais elle existe. Et je la jouerai à fond."

22h49 : Débat policé entre Darmanin et Mélenchon

Gérald Darmanin, le jeune maire LR de Tourcoing (Nord), et Jean-Luc Mélenchon ont débattu avec une certaine courtoisie de laïcité et d'Europe. Tous deux ont convenu qu'il fallait "lutter contre tous les communautarismes", même s'ils ont acté plusieurs différences de fond.

L'un comme l'autre se sont taquinés sur leur âge respectif : Gérard Darmanin, 33 ans, a renvoyé Jean-Luc Mélenchon aux contradictions de son parcours politique - il avait voté pour le traité de Maastricht avant de s'opposer au traité européen de 2005 -, tandis que Jean-Luc Mélenchon, 64 ans, a fait valoir sa "longue expérience" et son droit à "reconnaître [ses] erreurs".



francetv @francetvinfo

"La patrie des français ne veut pas de ce traité, ne veut pas disparaître". #DPDA <http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine>

22h30 : Une agricultrice reproche à Mélenchon son attitude envers sa profession

Céline Imart, une adhérente des Jeunes agriculteurs (JA), a reproché à Jean-Luc Mélenchon de "dresser les agriculteurs les uns contre les autres", opposant ceux qui produisent en masse et ceux qui participent à des circuits courts. Au terme d'un dialogue de sourds et d'un débat de statistiques, le candidat à la présidentielle a conclu : "Nous ne pourrions pas être d'accord."

22h22 : Cosse et Mélenchon s'écharpent sur l'Europe

"Il faut sortir des traités européens", a martelé Jean-Luc Mélenchon à la fin de son débat face à Emmanuelle Cosse. "Quand on est écologiste, on sait que les solutions ne sont pas seulement nationales. Prenons le cas du diesel : ça passe par l'Europe", lui a opposé la ministre. "Je souhaite que l'Europe soit plus forte, intégrée et qu'elle nous protège des dérives de la mondialisation", a encore lancé la responsable écologiste. Réponse de son détracteur : "L'Europe est aujourd'hui sous domination politique du gouvernement allemand qui fait la politique de ses retraités. »

22h10 : Cosse débat face à Mélenchon, "gauche contre gauche"



(Capture d'écran)

En préambule, Emmanuelle Cosse a constaté : "On partage des combats et, en même temps, on est très éloignés aujourd'hui." "Je ne crois pas que ce soit gauche contre gauche, qu'on peut gagner l'un contre l'autre", a lancé la ministre écologiste du Logement. Cette dernière a défendu son entrée

au gouvernement : "Je suis dans le réel."

"Vous êtes entrée au gouvernement au moment où il voulait faire la déchéance de nationalité. C'est une honte", a-t-il répondu le représentant du Parti de gauche. Juste avant le débat, Jean-Luc Mélenchon avait déjà lancé une pique : "Souvent dans le discours des écologistes, on entend trop la condamnation, et pas assez la proposition."

22h03 : Débat avec un intervenant sur la loi Travail



(Capture d'écran)

"Ce que va faire la loi El Khomri? Du chômage", lançait en début d'émission Jean-Luc Mélenchon. Plus tard, il a été interrogé par un boulanger, patron d'une PME et artisan, qui souhaite au contraire l'application de la loi Travail. "Il faut prendre le problème dans sa globalité", lui a répondu le candidat.

21h54 : Mélenchon refuse d'imaginer un second tour Le Pen-Hollande



francetv info @francetvinfo
"Entre le père Noël et Picsou, vous votez pour qui ?" Le second tour des présidentielles vu par @JLMelenchon.
#DPDA
22:00 - 26 Mai 2016

21h45 : Mélenchon évolue sur l'ouverture aux frontières

Candidat en 2012, Jean-Luc Mélenchon prônait une ouverture plus large des frontières. Avec la crise des migrants, il a changé de position. "Il ne faut pas ouvrir les frontières de manière irresponsable", a-t-il ainsi expliqué sur France 2.

"Je n'aurais pas ouvert les frontières comme Angela Merkel", a-t-il même fait valoir. Ce qui ne l'a pas empêché de reconnaître les qualités politiques de la chancelière allemande :



francetv info @francetvinfo
"C'est une femme formidable qui a défendu son pays de manière extrêmement âpre" Mélenchon "complimente" Merkel #DPDA

*L'échange a suscité l'interrogation de la militante engagée de gauche **Caroline de Haas** :*



Caroline De Haas @carolinedehaas
Mélenchon sur l'immigration, ça a donné l'impression d'un grand flou. Et quand c'est flou... #Triste #DPDA
21:50 - 26 Mai 2016

21h37 : "L'UE a semé les bases du nationalisme et de la xénophobie"

Alors que le candidat à la présidentielle évoquait les résultats de la récente élection présidentielle en Autriche, il a lancé : "L'Union européenne a semé les bases du nationalisme et de la xénophobie."

"Le mouvement socialiste européen s'est complètement égaré dans une forme de libéralisme qui l'a tué", a-t-il encore assuré avant de se déclarer partisan d'un "protectionnisme solidaire". "Cela veut dire qu'on rétablit la coopération à la place du libre-échange", a-t-il détaillé.

21h28 : Mélenchon explique pourquoi il ne participe pas à la primaire

Jean-Luc Mélenchon refuse toute participation à une primaire de gauche, à l'inverse de ses anciens alliés communistes.

"Ce n'est pas une affaire personnelle, a-t-il fait valoir. Je ne suis pas d'accord pour entraîner les gens qui ont confiance en moi dans cette machine à fusion qu'est la primaire."

Lire aussi : "Nous faisons cette campagne pour gagner", explique Mélenchon

21h16 : Mélenchon entre humour et détermination

Malgré son ton déterminé et sévère face à David Pujadas en début d'émission, Jean-Luc Mélenchon s'est autorisé à quelques traits d'humour. Au sujet du responsable LR Gérard Darmanin avec qui il va débattre : "C'est un courageux celui-là." A David Pujadas : "Vous avez le droit d'être de droite. On peut débattre pour autant." Et d'ajouter : "Je vous taquine évidemment."

Quelques minutes plus tard, il qualifiera toutefois la journaliste Nathalie Saint-Cricq de "socialiste", et sur un ton moins cordial.

21h11 : "Nous ne voulons pas de violence"

Interrogé sur les violences dans les manifestants, Jean-Luc Mélenchon a refusé de les condamner, préférant dénoncer l'homme qui a forcé un barrage de grévistes de la CGT près de la raffinerie de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) jeudi. Quelques minutes plus tard, et après un échange tendu avec David Pujadas, le candidat de gauche a tenu à préciser qu'à son sens, ni les policiers ni les manifestants "ne voulaient blesser les uns et les autres". "On place les gens dans des situations impossibles", a-t-il regretté avant de lancer : "Nous ne voulons pas la guerre civile dans ce pays. Nous ne voulons pas de violence."

21h : "La mobilisation est croissante", assure Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon soutient le mouvement contre la loi Travail. Même si le nombre de grévistes faiblit, le candidat à la présidentielle a assuré que "la mobilisation est croissante". Les blocages? "La grève est un droit constitutionnel", a-t-il expliqué avant de marteler : "Le blocage, c'est légitime."

Pendant deux heures, Jean-Luc Mélenchon va tenter de convaincre qu'il pourrait transformer l'essai en 2017 après sa candidature à la présidentielle de 2012. Il est le dernier invité de l'émission politique Des paroles et des actes, qui s'arrête en juin.

Gaël Vaillant - leJDD.fr

Suivre @GaelVaillant

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog